CONCOURS ENM 2025**Droit pénal – Procédure pénale
3^{ème} concours****1/ La lutte contre la criminalité organisée : des règles procédurales dérogatoires au droit commun (8 points)**

La lutte contre la criminalité organisée mobilise un arsenal procédural dérogatoire du droit commun qui n'a cessé de se renforcer depuis la loi Perben II du 9 mars 2004. Il en résulte une multiplication des techniques intrusives, une montée en puissance tant du parquet que des enquêtes de police, que sont censées compenser des garanties avec une intervention de juges du siège, et notamment du juge des libertés et de la détention (JLD). Les dérogations procédurales au droit commun concernent principalement les investigations humaines, les investigations techniques et l'organisation judiciaire

S'agissant, d'abord, des investigations humaines, la lutte contre la criminalité organisée justifie l'infiltration, l'enquête sous pseudonyme, ainsi que des durées et des modalités dérogatoires pour la garde à vue et les perquisitions. Ainsi, pour l'application des articles 63, 77 et 154 – textes relatifs au droit commun de la garde à vue et plus particulièrement à sa durée pour l'enquête de flagrance, l'enquête préliminaire et l'instruction préparatoire dans le cadre d'une commission rogatoire –, si les « nécessités » de l'enquête ou de l'instruction relative à l'une des infractions de criminalité organisée l'exigent, la garde à vue d'une personne peut, à titre exceptionnel, faire l'objet de deux prolongations supplémentaires de vingt-quatre heures chacune ; cela porte la durée de la garde à vue soit à soixante-douze heures, soit à quatre-vingt-seize heures. Ces prolongations sont autorisées, par décision écrite et motivée, soit, à la requête du procureur de la République, par le juge des libertés et de la détention, soit par le juge d'instruction. En outre, le report de l'assistance de l'avocat, prévu en droit commun jusqu'à la 24^{ème} heure, peut être prolongé jusqu'à la 48^{ème} voire la 72^{ème} heure selon les infractions visées, pour permettre le recueil ou la conservation des preuves ou prévenir une atteinte grave aux personnes. Pour ce qui est des perquisitions, visites domiciliaires et saisies, elles peuvent, dans le cadre de l'enquête de flagrance, être effectuées en dehors des heures prescrites par l'article 59 du Code de procédure pénale qui expose le droit commun de la matière, limitant ces opérations entre 6 h et 21 h. Ainsi donc, dans le cadre de la criminalité organisée, les perquisitions, visites domiciliaires et saisies peuvent se dérouler de jour comme de nuit, 24 h sur 24. S'agissant de l'enquête préliminaire, les perquisitions, visites domiciliaires et saisies connaissent la même extension temporelle lorsqu'elles ne concernent pas des locaux d'habitation.

S'agissant, ensuite, des investigations techniques, la lutte contre la criminalité organisée mobilise la surveillance, les interceptions des correspondances émises par la voie de communications électroniques et du recueil des données techniques de connexion, les sonorisations et les fixations d'images de certains lieux ou véhicules et la captation des données informatiques.

Ces dérogations procédurales conçues pour lutter contre la délinquance organisée ont été étendues à d'autres infractions, notamment en matière de corruption et de trafic d'influence. Toutes ces procédures spécifiques représentent autant d'atteintes aux libertés estimées indispensables par le législateur pour juguler le crime organisé. À ce sujet, le Conseil constitutionnel, dans une décision du 2 mars 2004, a souligné la nécessité de concilier la protection de la société et la sauvegarde des

libertés individuelles, en réservant ces dérogations aux crimes et délits d'une gravité et d'une complexité particulière (ce qui exclut par exemple un vol simple) et en ménageant un contrôle de la proportionnalité des mesures dérogatoires par l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle.

S'agissant, enfin, de l'organisation judiciaire, la loi Perben II du 9 mars 2004 a créé huit JIRS à Paris, Marseille, Lille, Rennes, Bordeaux, Nancy, Lyon et Fort-de-France, exerçant une compétence concurrente pour enquêter, instruire et juger les crimes et délits d'une grande complexité relevant de la criminalité organisée. Seuls des magistrats spécialement habilités ont compétence pour traiter ces procédures au tribunal judiciaire et à la cour d'appel. La loi du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice a également créé la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée permettant au parquet de Paris d'exercer une compétence nationale concurrente pour les affaires d'une très grande complexité.

2/ Les juridictions de jugement des infractions criminelles (8 points)

Il existe désormais deux juridictions de jugement des infractions criminelles : la cour d'assises issue de la tradition révolutionnaire avec un jury populaire (« *vox populi, vox dei* ») et la cour criminelle départementale (expérimentée depuis la loi du 23 mars 2019 et généralisée par la loi du 22 décembre 2021) qui n'est composée que de magistrats professionnels.

S'agissant de la Cour d'assises, elle est compétente pour juger les crimes en premier ressort comme en appel. C'est une juridiction départementale, non permanente, collégiale et échevine, composée de trois magistrats professionnels (formant la « cour ») et d'un jury formé de six jurés-citoyens. En matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants, elle est composée de sept magistrats professionnels et siège sans jurés. Le ministère public y est représenté par un membre du parquet général désigné par le procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle la cour d'assises a son siège. L'appel criminel est « circulaire » : la cour d'assises statuant en appel, le plus souvent dans le département limitrophe, fonctionne suivant les mêmes règles que la cour d'assises statuant en premier ressort, mais elle est alors composée d'un jury de neuf membres. La cour d'assises a plénitude de juridiction pour juger les personnes renvoyées devant elle par la décision de mise en accusation, ce qui permet de déroger aux règles de compétence d'attribution (la cour d'assises est compétente pour juger ce qui se révélerait être non plus un crime mais un délit, voire une contravention) et de compétence territoriale (la cour compétente est celle vers laquelle renvoie la décision de mise en accusation).

S'agissant de la Cour criminelle départementale, elle est compétente pour juger en premier ressort des personnes majeures accusées d'un crime puni de quinze ans ou de vingt ans de réclusion criminelle, hors récidive légale, et est uniquement composée de cinq magistrats. Moins coûteuses que les Cours d'assises, les cours criminelles départementales permettent à l'appareil judiciaire de faire face au flux des affaires criminelles (viols aggravés et homicides et violences volontaires pour l'essentiel), en évitant le travail long et fastidieux de constitution du jury. Cette absence de jury populaire a été déclarée conforme à la Constitution par une décision du Conseil constitutionnel du 24 novembre 2023. A ce titre, l'appel d'un verdict de cour criminelle départementale est porté devant une cour d'assises d'appel, permettant ainsi à l'accusé d'être jugé par un jury populaire s'il le souhaite.

3/ La récidive légale (4 points)

La récidive légale, visée aux articles 132-8 et suivants du Code pénal, correspond au cas où un individu, déjà condamné définitivement pour certains faits par une décision française ou d'un État membre de l'Union européenne (1^{er} terme), commet, dans certaines conditions (tenant au délai et à la nature de l'infraction) une nouvelle infraction (2nd terme). Une condamnation prononcée par une juridiction d'un État à une date à laquelle ce pays n'était pas membre de l'Union européenne ne peut être retenue comme premier terme de récidive légale (Criminelle 9 octobre 2024). Il s'agit d'une circonstance aggravante générale qui justifie le prononcé d'une peine plus lourde, tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales.

S'agissant des personnes physiques, en matière criminelle, la récidive est générale (tout crime fait entrer l'individu en situation de récidive) et perpétuelle (aucun délai maximal n'est fixé au-delà duquel la récidive ne pourrait plus trouver à s'appliquer). La récidive emporte aggravation des peines de prison encourues : réclusion criminelle à perpétuité si la peine encourue est de vingt ou trente ans, trente ans si le crime est puni de quinze ans de réclusion. En matière correctionnelle, si un individu dont la condamnation pour crime ou délit grave passée en force de chose jugée commet un délit, le législateur distingue selon que le nouveau délit fait encourir une peine de dix ans d'emprisonnement (auquel cas il y a récidive si ce délit est commis dans le délai de dix ans à compter de l'expiration de la peine ou de sa prescription : la récidive est générale et temporaire) ou non (auquel cas il n'y a récidive que si la peine encourue est supérieure à un an (et inférieure à dix ans) et que le délit est commis dans un délai de cinq ans après expiration ou prescription de la première peine (récidive temporaire et générale). Là encore le maximum des peines est doublé. Si l'individu condamné définitivement pour un délit faisant encourir une peine inférieure à dix années commet, dans les cinq ans de l'expiration ou de l'extinction de la peine prononcée, le même délit ou un délit assimilé (exemple : assimilation des appropriations frauduleuses), il se place en situation de récidive temporaire et spéciale. Enfin, en matière contraventionnelle, la récidive n'est envisagée que pour les contraventions de la cinquième classe et seulement si le texte d'incrimination le prévoit expressément : la récidive est temporaire et spéciale car l'individu doit commettre la même contravention dans le délai d'un an (trois ans si le second élément de la récidive constitue un délit) à compter de l'extinction ou de la prescription de la peine.

S'agissant des personnes morales, les règles sont identiques, étant précisé qu'en matière criminelle et correctionnelle, le taux maximal de l'amende applicable est égal à dix fois celui qui est prévu par la loi qui réprime ce crime ou ce délit pour les personnes physiques. En matière contraventionnelle, comme pour les personnes physiques, seule la récidive des contraventions de la cinquième classe est envisagée et seulement si le texte d'incrimination le prévoit expressément. Il devra s'agir de la même contravention, commise dans le délai d'une année.